



BANQUE  
ERIC STURDZA

# LES ENJEUX INTERNATIONAUX : DÉFIS ÉCONOMIQUES ET SOCIÉTAUX.

*« On peut aussi bâtir quelque chose de beau avec les pierres qui entravent le chemin »  
Goethe*

*Bruno Desgardins*

*Mars 2017*

- D'où venons-nous ? Entre 1960 et 1974, la croissance du PIB mondial était de 5.2%/an et le PIB mondial a pu encore doubler depuis l'an 2000. Entre 2008 et 2015, en dépit de taux artificiellement bas pour stimuler la croissance et d'un accroissement de \$60 000 milliards de la dette mondiale, la hausse du PIB n'a pas excédé 2.8%/an.
- Où en sommes-nous ? Jamais une vague d'innovations n'aura présenté des effets aussi rapidement diffusés à tous les pays et à tous les secteurs, de l'industrie aux services, de l'automobile à la finance, en passant par le transport et le tourisme. Jamais une vague d'innovations n'aura affecté autant de salariés, d'abord les moins qualifiés, employés dans des tâches répétitives, mais de plus en plus des professions aussi qualifiées que celles des avocats ou des chirurgiens. Songeons que les Uber, Airbnb et autres naissent à peine il y a une dizaine d'années. Et, on entrevoit les formidables potentialités de la 3D, des véhicules autonomes, des biotechnologies, de la robotique et de l'intelligence artificielle.
- Où allons-nous ? Le débat économique sous-tend des choix de société : que l'on souhaite alléger l'impôt sur les sociétés ou le coût du capital, on avantagera les détenteurs d'actions et les marchés financiers mais on pénalisera l'emploi et les classes moyennes. Que l'on veuille préserver les retraites, dont le coût est déjà de 11 à 13% des PIB dans les pays occidentaux et on continuera à défavoriser les salariés. Que l'on dépense insuffisamment dans l'éducation et les infrastructures, qu'on laisse dériver la dette ou sacrifie le climat et ce seront les prochaines générations qui en supporteront les conséquences.
- Malheureusement un parallèle avec la crise de 1929 n'est pas hors de raison. On peut reprendre les quatre thèmes identifiés par *Ian Kershaw* dans un livre récent pour caractériser cette période d'entre-deux guerres, -intégrismes ethniques, conflits frontaliers, guerres de classe, crise du capitalisme-. L'intégrisme ethnique revêt une forme différente de l'époque des années 30 mais a pour écho contemporain l'attitude envers les migrants ou contre l'Islam. Les conflits frontaliers sont essentiellement en Asie et opposent la Chine à ses voisins mais l'Europe aux prises avec l'Ukraine et la Crimée n'est pas épargnée. Reste les deux autres facteurs, d'une part, les luttes de classes et le rejet des élites et là on pense d'une part aux mouvements populistes, d'autre part, à la crise du capitalisme qui semble perdurer depuis 2008.
- Pour bien comprendre les enjeux, on peut analyser d'une part les défis économiques et ensuite les défis sociétaux.

**Les défis économiques : « Pour être généreux, il faut être riche » Ethique à Nicomaque d'Aristote.**

Le mot d'Aristote est explicite. Aux prises avec une croissance médiocre, les gouvernants ont peu à redistribuer. Aux prises avec de nombreuses sollicitations, les Etats ont recours à l'endettement public mais cela ne saurait constituer une politique. Aux prises avec des attentes qu'ils ne savent pas satisfaire, les gouvernements sont décriés et la mondialisation constitue un bouc émissaire facile.

On peut analyser le défi du ralentissement de la croissance mondiale, le défi de la mondialisation et de la moindre croissance du commerce international, le risque du protectionnisme et on peut se demander s'il convient de redouter l'inflation et de stigmatiser la finance ?

- Le défi du ralentissement de la croissance mondiale :

Que les gains de productivité aient diminué, c'est incontestable, la conséquence du recul du poids relatif de l'industrie et du développement de services employant une main d'œuvre peu qualifiée. Que le taux d'investissement soit plus faible, c'est le contrecoup de l'incertitude, de surcapacités dans de nombreux secteurs, des restrictions de crédit et d'une obligation de désendettement pour beaucoup d'acteurs. Que la demande internationale soit faible, c'est indéniable et une résultante du vieillissement de la population mondiale. Que les entreprises du numérique créent peu d'emplois et qu'il y ait toujours 200 millions de chômeurs dans le monde, c'est vrai. Aujourd'hui les trois premières entreprises américaines par la capitalisation, \$1800 milliards, ne totalisent même pas 300 000 salariés quand, au milieu des années 90, les trois grands groupes automobiles, capitalisaient moins de 2% de ce total mais employaient 1.2 million de salariés.

L'économiste américain **Robert Gordon** estime unique l'épisode de croissance des 250 dernières années, juge que le monde n'a pas enregistré de progrès majeur depuis plusieurs décennies, constate, depuis la veille du premier choc pétrolier en 1972, un ralentissement des gains de productivité, provoqué par le vieillissement, l'épuisement de l'effet éducation et les coûts de la dégradation de l'environnement. **Lawrence Summers**, économiste proche de Bill Clinton, évoque une « stagnation séculaire », masquée avant 2008 par les bulles du crédit et de l'immobilier et imputable au vieillissement, à l'accumulation d'épargne et à d'insuffisantes opportunités d'investissement. **Paul Krugman** incrimine l'inefficacité des politiques monétaires et la trappe à liquidités suscitée par ces injections de monnaie. **Jérémy Rifkin** considère que les marchés commencent à céder la place aux réseaux, pronostique que le capitalisme cédera sous la concurrence du partage avec le développement des Airbnb, Blablacar et autres « crowd sourcing ». Donc, beaucoup de pessimisme chez ces quatre économistes renommés, que l'on pourrait atténuer en décidant un report de l'âge de la retraite, une accentuation de l'effort d'éducation pour vaincre les poches résiduelles d'illettrisme et des politiques de l'environnement pour stimuler la croissance.

Mais évitons de trop nous polariser sur la faible croissance de la production industrielle dans les pays développés car ces derniers sont des économies de services. Evitons de trop nous inquiéter du ralentissement des taux d'investissement car la croissance actuelle est moins consommatrice de capital. Evitons de nous tourmenter avec la productivité car, avec le numérique, elle est malaisée à mesurer. Evitons de trop nous alarmer du tarissement de la croissance économique, car s'il est indubitable, il est manifestement difficile à appréhender. La comptabilité nationale, conçue pour enregistrer des quantités, est tout aussi inapte à soustraire les effets nocifs des dommages environnementaux qu'à mesurer l'amélioration de la qualité des produits et la productivité générée par les technologies numériques.

- Le défi de la mondialisation et de la moindre croissance du commerce international :

La mondialisation présente plusieurs faces : premier visage, elle a facilité ou encouragé la constitution de grands groupes. Ainsi aux Etats-Unis, le chiffre d'affaires des cent premières entreprises dépassait 45% du PIB en 2013 quand il n'équivalait qu'à un tiers du PIB en 1994. Deuxième expression, le volume de marchandises transportées par mer qui a cru, selon la CNUCED, de 3,6 milliards de tonnes en 1981 à 8,7 milliards de tonnes en 2013, mais n'a pas empêché les surcapacités dans le secteur des conteneurs d'atteindre 30% et les pertes dans le transport maritime d'être élevées. Troisième illustration de la mondialisation, une augmentation du nombre de touristes à l'étranger, 50 millions en 1950, 1,2 milliards en 2016. Enfin, quatrième traduction de la mondialisation, les firmes multinationales qui réalisent 25% du PIB mondial et des investissements hors des frontières, les IDE, très élevés, \$55 milliards en 1980, \$690 milliards en 1998, \$1400 milliards en 2000, \$1800 milliards en 2007 mais \$1525 milliards en 2016 avec une diminution de la part à destination des pays émergents à \$600 milliards (soit -20%). Et, de ce dernier chiffre ressort une tendance. S'il y a eu longtemps un fort développement de l'investissement dans les pays émergents, pas seulement en Chine, pour profiter de coûts salariaux bas, cette période est sans doute révolue.

Au sein des pays développés, si les métropoles sont adaptées à la mondialisation, la périphérie des villes et les campagnes sont de plus en plus critiques de cette mondialisation et dénoncent des pertes d'emplois et de pouvoir d'achat. C'est l'idée énoncée par **Paul Samuelson** que le libre-échange provoque une égalisation des salaires et des suppressions d'emplois. Si les élites ou les jeunes développent une culture globale qui affaiblit le référentiel national, le reste de la population semble majoritairement se raidir contre la mondialisation. Topique, le résultat des élections américaines : 88 des 100 plus grandes villes ont voté majoritairement pour Hillary Clinton, le reste du pays majoritairement pour Donald Trump. Ce n'est pas tant un choc de civilisation au sens d'**Huntington** qu'une divergence entre les tenants d'une civilisation planétaire et les adversaires.

Jusqu'à récemment, la culture d'un pays était un héritage défini par une histoire et une géographie. Dans l'idée d'une culture monde, certains verront une dilution, d'autres une richesse, une opportunité ou une illusion, un métissage des idées ou un repli sur une identité culturelle. Rapprochement des modes de vie ou nouvel avatar d'une domination occidentale, chacun peut avoir sa grille de lecture.

Mais on ne peut oublier que dans une économie, les trois quarts des emplois relèvent de secteurs abrités, principalement dans les services. Si les délocalisations ont provoqué des pertes d'emplois industriels, cela reste marginal car beaucoup de secteurs industriels, ciment, matériaux de construction..., sont peu exposés à la concurrence internationale et car les pertes d'emplois industriels résultent avant tout de l'externalisation de certaines fonctions et des gains de productivité.

Le défi d'un commerce international qui n'est plus un moteur de la croissance et la menace protectionniste:

Jusqu'aux années 2000, la croissance du commerce international en volume était le double de celle du PIB mondial. En 2016, elle est d'environ la moitié. Selon le FMI, trois quarts de ce ralentissement s'explique par la conjoncture, le reste est imputable au glissement vers des économies de services, à l'évolution des chaînes de production, à la robotisation et au protectionnisme.

*Qui perdrait au protectionnisme?*

La difficulté des Etats à gérer la crise, fait douter de la souveraineté économique et suscite des tentations protectionnistes. Pourtant, si le commerce international stimule la croissance et l'innovation, le protectionnisme appauvrit car les importations sont renchériées par des barrières douanières et les exportations pénalisées par des mesures de rétorsion. Si les exportations créent des emplois, les importations en détruisent.

Les plus exposés à d'éventuelles mesures protectionnistes seraient les petits pays, comme l'Irlande car 55% du PIB est réalisé à l'export et des pays émergents tributaires de politiques de promotion des exportations. Serait ensuite exposée, l'Allemagne qui exporte 36% de son PIB alors que la France et l'Italie ne dépendent des exportations qu'à hauteur de 20%. Plus épargnés, les grands pays, Etats-Unis ou Brésil qui ne réalisent que 11 à 13% de leur PIB à l'export.

Sous un angle boursier, une généralisation du protectionnisme nous conduirait à orienter notre stratégie de placements sur les grands marchés domestiques, Europe, Chine et Etats-Unis.

*Pourquoi le protectionnisme n'aurait-il pas de sens aux Etats-Unis ?*

Une politique protectionniste n'aurait pas de sens pour les Etats-Unis car le pays reste la première puissance économique et car les firmes multinationales américaines dominent les échanges. On ne doit pas s'arrêter à l'ampleur du déficit commercial américain avec la Chine, \$347 milliards en 2016, ou aux pertes d'emplois industriels provoquées par des délocalisations d'entreprises américaines en Chine. Si les taxes appliquées à l'acier aux Etats-Unis n'ont pas empêché l'emploi américain de diminuer dans ce secteur c'est parce que d'autres facteurs prévalent, l'innovation d'une part, les gains de productivité d'autre part. Si Donald Trump met en œuvre sa politique, un parallèle pourrait être établi avec le monde du milieu des années 30, après l'adoption aux Etats-Unis de la Loi Smoot-Hawley. Si Donald Trump supprime le partenariat Transpacifique, il n'aura pas compris l'intention de Barack Obama qui voyait dans l'accord un moyen de contenir l'influence chinoise et avait su imposer à ses partenaires des garanties comme une réglementation du travail des enfants, l'institution d'un salaire minimum dans chacun des pays et l'engagement de respecter la propriété intellectuelle. Se retirer de l'accord Trans Pacifique signé il y a un an avec douze pays pour contrer l'influence chinoise en Asie, c'est offrir à la Chine une formidable carte et c'est en ce sens que le premier ministre australien a ouvert la porte aux négociations avec la Chine. Eriger des barrières douanières contre la Chine et le Mexique, ce serait pour les Etats-Unis impacter un quart du commerce extérieur américain, ce serait s'exposer à des représailles et ce serait fragiliser le régime mexicain qui pourrait tomber dans les mains de populistes. Contrairement aux déclarations de Donald Trump, le protectionnisme n'apporterait pas la prospérité mais provoquerait un renchérissement des produits donc un appauvrissement des consommateurs américains.

*Pourquoi serait-ce une erreur de taxer les importations ?*

Donald Trump souhaite conjuguer baisse de l'impôt sur les sociétés et introduction d'une taxe « d'ajustement frontalier » de 15% à l'import. Deux mesures qui s'apparentent par leurs effets à une subvention à l'export associée à une augmentation de la TVA mais deux mesures qui seraient probablement compensées par une appréciation du \$, donc neutralisées. Doit-on accuser la mondialisation du recul de l'emploi industriel ? Non. Elle ne représente qu'une cause mineure, les deux causes principales étant la hausse de la productivité et le glissement de la demande vers les services. Les grands pays industriels, Allemagne ou Japon, ont des chaînes de production très internationalisées. Le nationalisme industriel invoqué par Donald Trump est en contradiction avec cette logique de spécialisation et ne produira pas d'effets. L'industrie manufacturière représentait 30% des emplois au lendemain de la seconde guerre, 8% fin 2016. Non que le nombre d'emplois ait baissé, il est resté stable autour de 13 millions en 1950 et 12 millions aujourd'hui, mais cent millions d'emplois ont été pourvus dans les services (passés de 30 à 133 millions) et surtout les gains de productivité ont été très importants et ont permis une multiplication par plus de six de la production. La concurrence chinoise n'a guère impacté que 2% de l'emploi global.

L'histoire enseigne que vouloir protéger des secteurs déclinants, c'est souvent peine perdue et c'est s'exposer à des mesures de rétorsion sur des secteurs porteurs. La protection de l'industrie automobile est-elle un combat porteur d'avenir alors même que les jeunes citadins se détournent de la voiture et que le covoiturage est appelé à se développer ? Mieux vaudrait dépenser le même argent pour améliorer la formation dans les secteurs du futur.

- Comment appréhender le Brexit ?

La posture de Teresa May n'est pas cohérente. Qu'elle s'affirme libre-échangiste, soit mais alors pourquoi quitter la zone de libre-échange européenne qui représente la première puissance commerciale mondiale. Qu'elle veuille se rapprocher des Etats-Unis, pourquoi pas, mais n'est-ce pas illusoire au moment où ils prônent un repli. Donc, prudence sur ce marché.

- Doit-on redouter l'inflation ?

Non, car aux raisons détaillées dans nos précédentes notes s'ajoute l'idée que l'économie numérique va représenter une part de plus en plus importante de la création de richesses. Or, les barrières à l'entrée dans le numérique sont moindres que dans l'industrie traditionnelle, la concurrence y est plus vive et l'innovation permanente. Donc, on n'éprouvera pas le besoin d'acquiescer des obligations indexées sur l'inflation.

- Le défi représenté par les dettes publiques :

Fin 2016, la dette de l'OCDE atteignait 74% du PIB, un niveau presque stabilisé puisque les émissions nettes ne dépasseront pas \$800 milliards en 2017, une stabilisation qui doit beaucoup aux taux négatifs sur \$10 000 milliards de cette dette, au Japon, en Allemagne, en Suisse et en France.

Si on peut contester l'idée de *Carmen Reinhart* qu'au-delà de 90% du PIB, la dette publique serait un problème, si on raisonne en termes de dette nette et non de dette brute, si on admet que la notion de soutenabilité de la dette, donc de mise en rapport du taux réel de la dette et du taux de croissance de l'économie, est préférable à celle de solvabilité, on ne peut négliger cette dérive de l'endettement, d'autant qu'elle ne permet pas de préserver la croissance des PIB. Donc, on évitera les placements obligataires dans la dette publique.

- Doit-on stigmatiser la finance ?

Oui, si on considère que la finance est la cause de la crise de 2008, si on reconnaît qu'une part importante de la hausse des dettes publiques a résulté des difficultés d'un secteur bancaire aux

prises avec des dettes privées trop élevées. Oui, si la finance est cause d'un accroissement des inégalités.

Mais la finance constitue également la solution car les marchés de capitaux répondent à des besoins. Si la libre circulation des capitaux a contribué à la crise, la globalisation de la finance a également facilité les flux de capitaux et les investissements directs à l'étranger. Si la libre circulation complique les politiques fiscales de redistribution c'est parce que la mobilité des personnes s'est accrue.

### **Les défis sociétaux :**

On analysera successivement, la technologie, les inégalités, les interrogations sur le rôle de l'Etat, l'éducation, l'eau, le vieillissement démographique et l'immigration.

- Le défi technologique :

L'histoire enseigne que la croissance résulte moins de l'investissement et des volumes que de l'innovation. L'innovation, comme *Schumpeter* l'a expliqué, a toujours été un moteur, mais aujourd'hui son rôle est essentiel et, c'est avec pertinence que *Shimon Peres* pouvait même affirmer que la révolution introduite par Mark Zuckerberg avec Facebook est plus grande dans ses incidences que la révolution communiste. L'innovation va demeurer un facteur clé de succès car partout, même dans les pays émergents, on observe une forte augmentation du nombre de chercheurs et, dans certains secteurs, la recherche chinoise ou indienne égale celle des pays développés.

Le Web va continuer à faire évoluer les rapports aux transports, aux voyages, au commerce, au logement et au savoir. Mais, si l'économie des plateformes, Uber, Airbnb, Netflix, menace les alternatives traditionnelles, taxis, hôtels, audiovisuel, il faut gérer la déstabilisation occasionnée. La robotisation est également un défi dans certains secteurs mais globalement, elle est moins source de chômage que les rigidités du marché de l'emploi et les insuffisances de la formation. Il faut organiser la reconversion des employés licenciés et la formation des personnes déclassées par la technologie. La robotisation doit permettre une plus grande flexibilité de la production et donc une gestion avec moins de stocks.

- Le défi représenté par les inégalités :

Les inégalités sont une résultante de la faible croissance des revenus des moins qualifiés, une conséquence du recul des syndicats et une incidence du développement de l'économie digitale. Sont-elles une entrave à la croissance ? Oui, si l'accroissement des inégalités conduit à une contraction de la demande car la propension marginale à épargner est plus élevée pour les plus



aisés. Durant les « 30 Glorieuses », système fordiste oblige, les salariés étaient bien rémunérés et les actionnaires étaient sacrifiés. Depuis les années 80, c'est l'inverse. Le système a changé, le poids de l'industrie et le nombre d'ouvriers ont diminué au profit du secteur tertiaire et d'emplois peu qualifiés et certains ont pu parler d'un passage du prolétariat vers le précaire.

Aux Etats-Unis, en 1978, le salaire moyen atteignait \$48 000, en 2013, seulement \$34 000 et donc pour maintenir le pouvoir d'achat, la classe moyenne n'a pas eu d'autres solutions que de s'endetter, de recourir plus au travail des femmes et d'essayer de cumuler plusieurs petits emplois. Ainsi, le nombre de pauvres aux Etats-Unis a augmenté à 48 millions, c'est-à-dire 1/7<sup>ème</sup> de la population. Dans le même temps, selon **Robert Reich**, le revenu annuel des 1% les plus riches est passé d'un peu moins de \$400 000 à \$1,1 million. Entre une classe moyenne appauvrie et une classe aisée enrichie à taux d'épargne élevés, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi dans une économie, comme les Etats-Unis où la consommation représente 70% du PIB, la croissance ralentit. L'aggravation des inégalités affecte également des pays émergents. En Chine, l'idéologie prônait l'égalité mais, même si le pays semble avoir évité la multiplication des bidonvilles, les réformes ont produit l'une des sociétés les plus inégalitaires.

A l'échelle de la planète, l'extrême pauvreté, ceux qui gagnent moins de \$1,9/jour, est désormais inférieure à 10%, soit 700 millions en 2015, mais on dénombre encore près de 780 millions de personnes sous-alimentées.

- Les interrogations sur le rôle de l'Etat : « *Il faut demander plus à l'impôt, moins au contribuable* » Allais.

Ce mot d'Alphonse Allais résume la position inconfortable des Etats, en étau entre une allergie des contribuables pour l'impôt et une demande des citoyens pour la préservation de la protection sociale.

*Les réformes :*

Ces dernières années, des gouvernements de gauche ont accompli des réformes que des gouvernements de droite ne parvenaient pas à faire voter : on pense à G. Schroeder et sa loi sur le travail, à Bill Clinton et sa réduction de l'imposition des revenus du capital, à Tony Blair qui assoupli la réglementation sur le travail.

Mais cette convergence idéologique entre le centre gauche et le centre droit a provoqué une poussée des extrêmes. Une extrême droite, polarisée contre l'immigration et les supposés méfaits du libre-échange. Une extrême gauche, désireuse de lutter contre l'austérité et d'abaisser les inégalités.

La pauvreté présente un danger pour les gouvernements élus car une population défavorisée finira par voter contre ses gouvernants. Avec la mondialisation, la politique est déstabilisée par des attentes qui débordent l'espace des solutions, le politique perd en légitimité avec le sentiment d'abandon qu'expriment des classes moyennes séduites par le populisme. En réponse, David Osborne avait majoré le salaire minimum, Barack

Obama fit de même aux Etats-Unis mais comment peuvent évoluer le capitalisme et le contrat social si les mécanismes de redistribution ne peuvent plus être fondés sur l'accès à l'emploi. Une « mondialisation heureuse », pour reprendre une vieille expression d'*Alain Minc*, doit apporter des compensations aux perdants (salaires, formation professionnelle, prestations sociale). C'est vrai de la Chine qui reste un pays pauvre avec de plus en plus de riches comme des Etats-Unis, un pays riche avec de plus en plus de pauvres.

*La fragilisation de la protection sociale :*

Se pose le problème du financement de la protection sociale. Si chacun s'accorde sur la nécessité pour l'Etat de préserver le lien social et de garantir le bien commun, la question est : A quel coût ? Comment passer du plus d'Etat au mieux l'Etat ? Quelle peut être la place pour la protection sociale ? Quelle peut être l'efficacité d'une politique économique dans des pays endettés ?

Sachant qu'une pension de retraite, c'est une rémunération différée, qui avec le salaire constitue une des deux composantes du contrat de travail, il est malaisé de la revoir à la baisse.

*L'idée d'un revenu minimum :*

Devant la difficulté à créer des emplois, certains évoquent l'idée d'un revenu minimum. Un libéral comme Milton Friedman, qui voyait dans le salaire minimum une loi qui rend illégale l'embauche d'un non qualifié, y était favorable. Mais le coût serait élevé. Aux Etats-Unis, par exemple, \$10 000 attribués chaque année à chaque adulte de plus de 20 ans, représenterait \$2.400 milliards soit près de 15% du PIB. En France, aujourd'hui, les minimas sociaux profitent à 4 millions de personnes et coûtent Euros 25 milliards. L'idée d'un revenu universel coûterait, entre Euros 330 et 700 milliards selon qu'un revenu de Euros 500 à 1000/mois serait attribué.

La concurrence fiscale entre les Etats pour attirer les sociétés ou les individus les plus riches grève les finances publiques et pénalise les aides sociales. La surenchère à la diminution des impôts contribue aux déficits budgétaires, oblige à des coupes dans les dépenses qui fragilisent la cohésion sociale et favorisent les partis populistes. L'optimisation fiscale, selon l'OCDE, ampute de 5 à 10% les \$2400 milliards de recettes annuelles mondiales de l'impôt sur les sociétés.

- Le défi de l'éducation :

Quand il y a dans le monde 200 millions de sans-emplois dont 75 millions de 15/24 ans, un surcroît d'éducation s'impose, même si le nombre d'enfants non scolarisés est tombé de 106 millions en 1999 à 61 millions en 2010. Quand, aux Etats-Unis, on dénombre plus de 30 millions d'illettrés, soit 10% de la population du pays, ou quand, en France, chaque année 150 000 jeunes sortent de l'école en maîtrisant mal la lecture ou l'écriture, on doit s'interroger sur l'efficacité des politiques

d'éducation. Quand, en Afrique, un tiers des enfants ne terminent pas l'école primaire, on peut s'inquiéter pour l'emploi futur.

L'apparition des technologies numériques, le développement des MOOCs qui ont bénéficié à près de 35 millions de personnes en 2014, commencent à bouleverser l'éducation. A terme, les dépenses d'éducation devraient croître et dépasser le niveau actuel de 5.8% du PIB observé dans l'OCDE. Les pays scandinaves réalisent déjà un plus gros effort puisque le Danemark y consacre 8.7% de son PIB et la Suède 7.3%. Les pays émergents comprennent la nécessité d'un effort et ainsi, en Chine, les dépenses pour l'éducation sont passées de 2.5% du PIB en 2000 à 4%.

L'insuffisance des dépenses d'éducation est criante quand un parallèle est dressé avec les dépenses d'armement, spécialement dans certains pays émergents comme l'Arabie Saoudite qui supportent des budgets militaires élevés. Même aux Etats-Unis, le déséquilibre est significatif puisque **Jeffrey Sachs** compare le milliard pour l'éducation aux \$900 milliards pour la défense au sens large, en incluant \$600 milliards pour le Pentagone, la CIA, la sécurité intérieure et la charge des anciens combattants (\$160 milliards).

- Le défi de l'eau :

*L'insuffisance :*

Après les craintes de pénurie de pétrole, « l'or noir », à la fin du XXème se profile l'appréhension d'une insuffisance d'eau, « l'or bleu ». Le problème majeur est la purification de l'eau car si 70% de la planète est couverte d'eau, seulement 1% est potable et la consommation s'accroît rapidement dans les pays émergents, Chine et Inde notamment.

D'après la Banque Mondiale, près de 1,6 milliard d'individus vivent dans des pays souffrant d'une rareté en eau et ce chiffre pourrait doubler d'ici vingt ans. Déjà, on estime que plus de 300 millions d'individus n'ont pas accès à l'eau salubre.

De gros progrès sont à attendre dans les techniques d'irrigation et on ne peut que s'en réjouir car 80% de l'eau utilisée annuellement est dans l'irrigation, le solde, 20% étant utilisé par l'industrie et par les ménages.

*Les risques politiques :*

Dans certaines régions, l'accès à l'eau peut poser un problème politique voire provoquer un conflit. Pensons à l'Egypte, dépendante du Soudan pour la quasi-totalité de son approvisionnement en eau. Elle fait référence au Traité de 1929 qui lui octroie les deux tiers des ressources en eau du fleuve et lui accorde un droit de veto sur les projets de barrage. Depuis 2005, elle manque d'eau mais ce

problème devrait devenir plus aigu puisqu'en 2025 l'Egypte comptera 95 millions d'habitants. Sachant que le Nil fournit plusieurs pays dont deux très grands, l'Egypte et l'Ethiopie, sachant que la population y a été multiplié par 5 au cours des 50 dernières années, sachant que les pays riverains du fleuve dénie à l'Egypte ce droit de veto, la solution serait de recycler les eaux du fleuve mais qui financera ? Même problème avec le Tibet qui intéresse la Chine car il est la source du Gange, du Mékong, de l'Indus et du Brahmapoutre. La Chine construit des barrages sur le Mékong, ce qui inquiète, en aval, le Vietnam, le Cambodge et le Laos. N'oublions pas enfin le plateau du Golan, disputé entre Israël et la Syrie et source de nombreux affluents du Jourdain.

- Le défi du vieillissement démographique :

*Le ralentissement de la croissance :*

La croissance démographique n'a pas été le problème que beaucoup redoutaient puisque, si la population est passée, rapidement, de 1,6 milliard en 1900 à 7.5 milliards aujourd'hui, les famines ont disparu. En revanche, la coïncidence d'une faible hausse de la productivité et d'une stabilisation de la population active contribue à expliquer le ralentissement de la croissance économique.

Ce vieillissement est la source de difficultés car si à 2 enfants/femme, la population mondiale est stabilisée, à 1.5 enfant/femme, elle régresse de 25% à chaque génération.

Ce vieillissement, variable selon les Etats, va présenter une incidence sur les équilibres géopolitiques, favoriser l'Inde dont la population dépassera celle de la Chine dès 2030, pénaliser un pays comme la Russie dont la population dans quinze ans sera identique à celle de la Turquie,.

*La hausse des dépenses de santé :*

L'espérance de vie dans le monde a beaucoup augmenté, de 47 ans en 1965 à plus de 71 ans en 2015 et, phénomène encourageant, l'écart entre pays développés et pays émergents se résorbe. De 23 ans en 1950, il est tombé à 10 ans en 2015. Les systèmes de santé coûtent cher, 9% du PIB en Suède ou en Italie, 11.5% en France, même plus de 17% aux Etats-Unis et le contrôle des dépenses est malaisé puisque les tarifs réglementés empêchent souvent la concurrence sur les prestations ou sur le choix des médicaments. Si les Etats-Unis dépensent plus que les autres pour la santé, pour autant, l'espérance de vie est plus faible que dans les autres pays développés et elle est stagnante pour la population blanche depuis 1990.

*Le financement des retraites :*

Se pose alors, le problème du sous provisionnement des retraites. Citigroup dans une étude sur 20 Etats de l'OCDE en évalue l'ampleur à \$78 000 milliards, un chiffre à comparer à une dette publique brute de \$44 000 milliards pour ces Etats. D'où la nécessité de différer l'âge de la retraite.

*Les conséquences :*

Le vieillissement s'accompagne d'un clivage jeunes/vieux. Il est perceptible dans la répartition des propriétaires puisqu'en France, par exemple, 56% des propriétaires ont plus de 50 ans et 14% seulement moins de 34 ans et, il est manifeste dans l'évolution du poids relatif des plus de 60 ans, 16% en France en 1950, 25% aujourd'hui, 30% en 2030.

Enfin, outre l'inégalité dans la répartition du patrimoine, le vieillissement induit une évolution de la consommation, plus de dépenses de santé et de retraite, une demande de loisirs moins saisonnière que pour le reste de la population, de nouveaux services, d'assistance notamment. Un moyen d'amortir les effets négatifs du vieillissement consiste pour un pays à accepter l'immigration mais cela peut susciter d'autres problèmes.

- Le défi migratoire : le sujet est délicat et appelle quatre remarques.

*Enée*, dans *Virgile*, a fui la ville de Troie en flammes pour aller fonder Rome. Donc, comme le rappelle le philosophe *Sloterdijk*, c'est un réfugié qui a en quelque sorte fondé l'Europe mais les européens semblent l'avoir oublié.

*La relative faiblesse des migrations vers les pays occidentaux :*

Les migrations ne représentent que 3.5% de la population mondiale, à peine plus que le taux de 2.5% enregistré dans les années 60 et beaucoup moins que les 7% constatés au début du XXème. Rappelons qu'entre 1870 et 1930, 51 millions d'euro-péens et 2 millions d'asiatiques étaient partis vers les Amériques. Actuellement, parmi les diasporas, une des plus grosses est la mexicaine avec plus de 20 millions.

Depuis quelques années une accélération des migrations est observée et, outre l'exemple récent de la population syrienne, les plus fortes migrations sont celles des Philippins à destination du Moyen-Orient et de l'Asie (1 million en 2012), celle des Indiens, 750 000 hors de l'OCDE. Les deux points à retenir, c'est que plus de 80% des migrants vont d'un pays émergent vers un autre pays émergent et donc l'Europe n'en accueille qu'un faible pourcentage. Même évolution aux Etats-Unis où l'immigration légale ou illégale ne représente que 1 million/an, soit 0.3% de la population, soit la quasi-totalité de l'augmentation annuelle de la population évaluée à 0.4%/an.

*La balance coûts-recettes :*

Parfois difficile à reconnaître, l'immigration ne représente pas un coût pour le pays d'accueil mais une richesse car beaucoup des arrivants sont adultes, déjà éduqués, actifs donc contributeurs au financement des systèmes de retraite. A l'inverse, l'exil de personnes qualifiées ralentit les gains de productivité dans le pays d'émigration et les sorties de capitaux y renchérissent le coût du capital.

La population européenne représentait 25% de la population mondiale en 1950, moins de 7% aujourd'hui et, selon Eurostat, hors immigration, elle devrait diminuer de cent millions d'ici 2080. Les plus affectés par le déclin démographique seront les pays d'Europe centrale puisque d'ici 2050, l'ONU évalue à 5,5 millions le recul de la population en Pologne à 4,3 millions en Roumanie, 1,5 million en Bulgarie. Et il serait vain d'imaginer, comme les gouvernants polonais qu'une interdiction de l'avortement suffira à relancer la natalité. Une évolution des positions sur l'immigration devrait donc finir par s'imposer.

*Les incidences sur l'emploi :*

L'immigration n'est pas la cause du chômage. Qu'un pays comme la France accueille 200 000 personnes/an, dont 10% seulement travaillent, reste un nombre négligeable par rapport à la population active. Quant aux réfugiés, 35 000 en France par exemple en 2016, cela représente l'équivalent d'un par commune. Les migrations génèrent sans doute des pressions à la hausse sur les prix de l'immobilier ou à la baisse sur les salaires de personnes peu qualifiées mais, des études en Grande Bretagne ont montré que l'immigration avait créée des emplois et généré plus de recettes que de dépenses, sans oublier le financement de la protection sociale. Aux Etats-Unis, une étude récente de l'Académie des sciences montre la contribution positive de l'immigration car le flux annuel compte un pourcentage plus élevé d'actifs entre 25 et 64 ans, 65%, contre 52% pour la moyenne américaine et un pourcentage plus faible de plus de 65 ans, 5%, contre 15% en moyenne nationale. Sans compter le potentiel de naissances et ceci est important puisque si la croissance de la population active était de 1.4%/an entre 1965 et 2015, elle ne sera, selon le Pew research center que de 0.3%/an au cours des deux prochaines décennies.

*Les perspectives :*

Les flux migratoires devraient s'amplifier car la population africaine, aujourd'hui de 1 milliard, atteindra 2.5 milliards en 2050. De plus, les créations d'emplois sont insuffisantes pour faire face à des besoins annuels de 25 millions d'emplois, l'appauvrissement des sols au Sahel va freiner l'essor de l'agriculture et l'industrie, normalement pourvoyeuse d'emplois, ne représente pas 10% du PIB.

Conclusion : « *On dirait que l'ancien monde finit et que le nouveau commence. Je vois les reflets d'une aurore dont je ne verrai pas se lever le soleil* » *Chateaubriand* (fin des Mémoires)

- Sous un angle politique, entre déclin des espérances et montée du doute, les démocraties sont malheureusement plus vulnérables qu'on ne le croit car tributaires du court-termisme et car entre liberté et sécurité, les citoyens sacrifieront des parcelles de liberté. On pense alors à **Benjamin Franklin** « *Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre et finit par perdre les deux* ». Les Etats, de plus en plus concurrencés par les multinationales, les grandes métropoles et les entités supranationales, disposent de moins en moins de l'arme fiscale et de la capacité à financer des interventions publiques. Sans beaucoup de moyens d'action, les gouvernants sont donc fragilisés.
- Sous un angle sociétal, la révolution industrielle actuelle, comme les précédentes, bouleverse l'ordre social. Comme à la Renaissance, comme à la Belle Epoque lors de la deuxième révolution industrielle, certains gagnent aux changements, d'autres se sentent déclassés. Hier, les perdants étaient, aristocrates, petits commerçants, paysans ; les gagnants étaient la classe bourgeoise. Aujourd'hui, les perdants sont les classes moyennes, les salariés, les gagnants sont, les consommateurs, les urbains, éduqués, adaptés à la mondialisation ; les premières cèdent aux sirènes populistes, les seconds restent fidèles à l'ordre établi. Les positions concurrentielles sont également plus fragiles. Le franchissement du seuil de rentabilité pour une entreprise est plus rapide car le numérique a une faible intensité capitalistique mais les positions dominantes peuvent vite être remises en cause car les consommateurs sont plus mobiles dans leurs goûts.
- Sous un angle économique, si les excès de la forte croissance chinoise, dommages environnementaux ou autres, ont pu être déplorés car 20% des terres arables sont polluées et car on compte beaucoup de morts à cause de la pollution, la non croissance ou la décroissance proposées par certains ne sauraient être des solutions car une telle situation aviverait les frustrations et ne permettrait pas une réduction de la pauvreté.
- Sous un angle géopolitique, **Nye** a montré que la puissance ne se restreint pas à l'utilisation de la force armée et que la croissance ne peut plus s'appréhender en termes de démographie ou de PIB. Les Etats-Unis, et le marché boursier américain, restent dominants car ils concentrent prééminence technologique, pouvoir économique, puissance militaire et monnaie de réserve. L'exercice de leur « hard power » est plus difficile mais il leur reste le « soft power » exercé par les médias, les chaînes d'information internationales, les facultés qui attirent des étudiants étrangers, les arts, la diffusion à l'étranger de leur langue nationale.